

# *Commission des relations de travail de l'Ontario*

# **EN RELIEF**

Rédacteurs : Voy Stelmaszynski, avocat  
Leonard Marvy, avocat

Janvier 2010

## Résumés de décisions

Sont résumées ci-dessous certaines décisions rendues par la Commission des relations de travail de l'Ontario en décembre dernier. Ces décisions paraîtront dans le numéro de novembre-décembre des *Reports* de la Commission. Le texte intégral des décisions rendues récemment peut être consulté sur le site Web de l'Institut canadien d'information juridique, à [http://www.ijcan.org/index\\_fr.html](http://www.ijcan.org/index_fr.html).

**Conflit de juridiction** – Le syndicat local 92 du SCEP contestait la décision de l'employeur, AbitibiBowater Canada Inc., qui avait affecté à des membres de l'AIM des travaux comportant la conduite d'une chargeuse frontale et d'un lève-palettes pour le déplacement de biocombustible – Tenant compte des facteurs habituels, la Commission est d'avis que, aux termes de leurs conventions collectives respectives, les deux syndicats pouvaient revendiquer les travaux en cause, que ses membres avaient l'expérience d'appareils analogues et possédaient donc les compétences requises pour effectuer les travaux, de sorte que ces facteurs n'étaient pas déterminants – Cependant, la Commission reconnaît que les considérations de sécurité, d'économie et d'efficacité ainsi que les préférences de l'employeur penchent toutes en faveur de l'AIM – En effet, les membres de l'AIM ont à leur actif une connaissance particulière et unique du système de chaudières à biomasse qui leur permet de prendre les décisions appropriées dans l'éventualité de difficultés – En raison d'une relative proximité du chantier, les membres de l'AIM sont au besoin disponibles 24 heures par jour, 7 jours par semaine, contrairement aux membres du SCEP, dont le chantier n'est ouvert que le jour – La préférence de l'employeur à

l'égard de l'AIM se justifie par de bonnes relations de travail et des motifs d'ordre opérationnel : s'il était tenu d'octroyer les travaux à des membres du SCEP, il devrait embaucher cinq employés de plus pour pourvoir tous les postes nécessaires, alors que, la moitié du temps, il n'y aurait pas suffisamment de travail pour les occuper – Affectation des travaux à des membres de l'AIM confirmée – Requête rejetée

**ABITIBIBOWATER CANADA INC.; AND THE INTERNATIONAL ASSOCIATION OF MACHINISTS AND AEROSPACE WORKERS, LODGE 771; RE CEP, LOCAL 92; File No. 2041-08-JD; Dated December 16, 2009; Panel: Vice-Chair Ian Anderson (7 pages)**

**Industrie de la construction – Arbitrage d'un premier contrat** – Les parties avaient abouti à une impasse étant donné leurs positions respectives sur les cotisations à un fonds de retraite – Le syndicat proposait que l'employeur cotise à un régime centralisé d'avantages sociaux et de retraite, caractéristique courante et fondamentale de la quasi-totalité des conventions collectives dans l'industrie de la construction – L'employeur, qui n'effectue des travaux de construction que de temps à autre, préserve la stabilité de sa main-d'œuvre en affectant ses travailleurs de la construction à des travaux autres lorsque des travaux de construction ne sont pas disponibles – L'employeur ne désirait pas modifier son bloc d'avantages, puisque celui-ci protège les employés de l'unité de négociation, qu'ils travaillent ou non dans le cadre de l'industrie de la construction – Aux yeux de la Commission, la position adoptée par l'employeur sur le projet de cotisation au régime d'avantages sociaux et de retraite du requérant témoigne clairement du fait que l'employeur est réticent à accepter le rôle du requérant comme agent

négociateur exclusif de ses employés de la construction – En ce qui concerne le bloc d'avantages, la position de l'employeur, soit que le bloc actuel est plus avantageux pour les employés que celui qui est proposé par le syndicat, suggère que l'employeur défend les intérêts des membres de l'unité de négociation, rôle qui revient en exclusivité au syndicat – Les cotisations au régime de retraite soulèvent des inquiétudes analogues, car l'employeur est disposé à assumer le coût du régime, à condition que l'on ne fasse pas savoir à ses autres employés que le requérant a obtenu ce privilège pour le compte des travailleurs de la construction au service de l'employeur – La Commission ordonne le règlement de la première convention collective par voie d'arbitrage

**CONSOLIDATED DRILLING AND BLASTING INC.;** RE LIUNA, ONTARIO PROVINCIAL DISTRICT COUNCIL; File No. 1852-09-FC; Dated December 4, 2009; Panel: Lee Shouldice (19 pages)

**Accréditation – Industrie de la construction – Qualité d'employé – Preuve d'adhésion – Scrutin de représentation** – Après avoir déterminé la qualité de certains des employés, la Commission étudie l'allégation de l'employeur selon laquelle il y avait eu de fausses déclarations lors de la collecte de la preuve d'adhésion – La Commission relève que, pour correspondre à la déclaration inexacte mentionnée au paragraphe 128.1 (5) de la Loi, il doit y avoir eu volonté de tromper, c'est-à-dire qu'il doit y avoir eu déclaration délibérément erronée de la part du syndicat (et/ou de la personne qui recueillait la preuve d'adhésion) portant directement sur l'effet et/ou l'objet de la preuve d'adhésion sur laquelle le syndicat entend se fonder – La déclaration du représentant syndical voulant que les employés sont tenus de remplir la formule d'adhésion afin de conserver leur emploi était juste, vu les dispositions de la convention collective – Certains employés ont aussi prétendu croire qu'ils signaient simplement une fiche de renseignements – Le critère est objectif et présuppose que les employés sont des êtres sensibles, raisonnables et rationnels – La carte était clairement formulée quant à son objet et avait été correctement remplie par les employés; certains d'entre eux avaient déjà fait partie d'un syndicat et avaient donc déjà rempli des cartes; de plus, aucun employé n'avait posé de questions au représentant syndicat sur place – L'ignorance volontaire de certains employés n'est pas un motif suffisant pour établir l'existence de fausses déclarations – La Commission estime que la preuve n'est pas suffisante pour établir l'existence de fausses représentations – La Commission

poursuit en traitant de la question suivante : à savoir s'il est approprié dans les circonstances d'ordonner la tenue d'un scrutin – On ne tient un scrutin que dans des situations inusitées, lorsque les faits, même s'ils ne jettent pas complètement le discrédit sur la preuve d'adhésion, soulèvent un doute raisonnable quant à son exactitude, ce qui rend parfois la tenue d'un scrutin de représentation nécessaire pour confirmer sa fiabilité d'ensemble – Les employés avaient bien compris les conséquences de la signature; les employés avaient déjà demandé l'adhésion à un syndicat; l'identité de l'employeur ne prêtait pas à confusion – Les déclarations de certains employés concernant ce qu'ils avaient supposément compris revenaient à un « changement d'idée » – La Commission hésite à accrédi-ter la thèse du changement d'idée sans avoir de preuve de l'inexactitude des déclarations du syndicat – Accréditation accordée

**PEDERSEN CONSTRUCTION INC.;** RE UNITED BROTHERHOOD OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA, LOCAL 2486; File. No. 2539-06-R; Dated December 30, 2009; Panel: Mark J. Lewis (16 pages)

**Convention collective – Grief dans l'industrie de la construction – Code des droits de la personne de l'Ontario – Recours** – Un conducteur de grue possédant 19 ans d'expérience et un dossier impeccable sur le plan disciplinaire et sécurité, avait heurté en faisant marche arrière trois lignes d'électricité aériennes, causant ainsi une explosion et une interruption de courant dans la région – Après une enquête immédiate sur le terrain, l'employeur n'a pu écarter la possibilité de facultés affaiblies dû à la consommation de drogues ou d'alcool, et, conformément à sa politique, a demandé au plaignant de subir un test de dépistage – Le plaignant, ayant été informé par son syndicat que cette demande violait les droits de la personne, avait refusé de subir le test – L'employeur avait interprété son refus comme l'équivalent d'un résultat de test positif et lui avait donc imposé, outre une suspension de dix jours, une mise à pied conservatoire – La Commission juge, tout d'abord, que la politique de l'employeur, soit d'exiger une analyse d'urine postaccidentelle dans un milieu de travail où la sécurité est essentielle, est conforme à la convention collective (exercice légitime du droit de gestion) et au Code – En deuxième lieu, la Commission juge que l'employeur n'a violé ni la convention collective ni le Code en exigeant que le plaignant subisse le test – En troisième lieu, la Commission juge que l'interprétation faite par l'employeur du refus du plaignant comme équivalant à un résultat de test positif ne tient aucun compte des facteurs

de la situation qui auraient pu militer contre cette conclusion : le bien-fondé des motifs du refus du test et la longue période de service du requérant sans accidents ni mesures disciplinaires – Le fait de traiter le refus du plaignant de subir un test comme étant un résultat positif constitue un exercice déraisonnable du droit de gestion et un acte discriminatoire à l'endroit du plaignant sur la base d'une perception de consommation abusive d'alcool ou d'autres drogues, ce qui revient à une violation tant de la convention collective que de l'article 5 du *Code* – Enfin, la Commission juge que la mise à pied conservatoire imposée par l'employeur est une violation de la convention collective et du *Code*, en raison de l'analyse ci-dessus exposée – Déclarations et directives prononcées – Grief admis

**STERLING CRANE – A DIVISION OF PROCRANE INC.;** RE INTERNATIONAL UNION OF OPERATING ENGINEERS, LOCAL 793; File No. 4082-04-G; Dated December 14, 2009; Panel: Norm Jesin (20 pages)

**Modification de juridiction – Industrie de la construction – Ingérence dans les affaires syndicales** – Le syndicat local 446 alléguait que son syndicat principal, la Fraternité unie des charpentiers et menuisiers d'Amérique (l'UBCJA), avait erronément modifié sa juridiction en le fusionnant avec un autre syndicat local – La Commission se penche sur les facteurs exposés au paragraphe 147 (3) et elle estime que : le processus employé par la Fraternité était acceptable, puisqu'il est conforme à ses actes constitutifs et à la Loi; le syndicat local 446 n'était plus viable en tant que syndicat local, alors que sa fusion allait permettre une mise en commun des ressources; le syndicat local fusionné allait avoir une base financière plus solide et davantage de ressources à consacrer au recrutement, à la formation et à la prestation de services à un plus grand nombre de membres sans provoquer de problèmes graves sur le plan des relations de travail – La Commission juge que, compte tenu de l'ensemble des circonstances, la décision de l'UBCJA était non seulement juste et raisonnable, mais pleinement justifiée – Requête rejetée

**CJA;** RE CJA, LOCAL 446; GREATER ONTARIO REGIONAL COUNCIL OF CARPENTERS AND DRYWALL & ALLIED WORKERS ON ITS OWN BEHALF AND ON BEHALF OF ITS CONSTITUENT LOCAL UNIONS; File No. 0077-09-U; Dated December 31, 2009; Panel: Jack J. Slaughter (13 pages)

**Droit de négociateur – Détermination du secteur** – Les requérants demandaient à la Commission de

déterminer, en vertu de l'article 166, si le projet Thorold relevait du secteur ICI ou du secteur du réseau d'énergie hydroélectrique (REH) de l'industrie de la construction – Le projet Thorold comportait la construction d'une centrale de cogénération devant produire de la vapeur aux fins du fonctionnement d'une usine de papier et de la production d'énergie électrique – Après récapitulation de l'historique des affaires traitées par la Commission concernant la démarcation entre les secteurs ICI et REH, la Commission se penche sur l'utilisation finale de la construction, les caractéristiques des travaux du projet et le schéma de négociation des parties dans le cadre de ce projet et d'autres analogues – La Commission conclut que l'usine a deux objets finaux, soit la production de vapeur en vue de la fabrication de papier (ICI) et la production d'électricité (REH), dont ni l'un ni l'autre ne prédomine – La Commission estime que les travaux ne présentent pas de caractéristiques permettant de distinguer le projet d'ensemble de ceux qui s'inscrivent dans les secteurs ICI ou REH – Enfin, la Commission relève que la grande majorité des projets de type analogue ont antérieurement été réalisés sous le régime des conventions collectives provinciales du secteur ICI – Les parties n'avaient instauré aucune structure de négociation nouvelle ou différente pour la réalisation de ces types de projets – Puisque les deux premiers facteurs ne sont pas concluants en ce qui touche le secteur, c'est le schéma de négociation qui reste déterminant – La Commission juge que le projet Thorold relève du secteur ICI de l'industrie de la construction

**V.K. MASON CONSTRUCTION CO., ET AL;** RE ELECTRICAL TRADE BARGAINING AGENCY OF THE ELECTRICAL CONTRACTORS ASSOCIATION OF ONTARIO, ET AL; RE LIUNA; File Nos. 2353-08-M, 0609-09-U, 1441-08-U; Dated December 9, 2009; Panel: David A. McKee (26 pages)

## Procédures en instance

**Industrie de la construction – Révision judiciaire – Employeur lié – Vente d'une entreprise** – Le syndicat avait allégué que Cadillac Fairview était liée par la convention collective provinciale, parce qu'elle était liée à l'entreprise Cadco ou en avait fait l'acquisition – Aux yeux de la Commission, malgré les nombreuses fusions, Cadillac Fairview avait continué à regrouper des terres et à les mettre en valeur, tandis que Cadco avait poursuivi son existence à titre d'entrepreneur général – Comme le droit de négociateur n'avait subi aucune atteinte, la Commission avait exercé son pouvoir discrétionnaire de ne pas accorder de recours aux

termes du paragraphe 1 (4) – La Commission avait également jugé qu'il n'y avait pas eu vente d'une entreprise, puisqu'aucun bien matériel et aucun employé n'avaient été transférés à l'employeur lors de la fermeture de Cadco – En révision judiciaire, et concernant la requête relative à un employeur seul, la Cour relève l'absence d'identité d'existence entre les sociétés, que ce soit avant ou après la fusion, fait envisagé par la convention de fusion et la *Loi sur les sociétés par actions* – La décision de la Commission, soit de ne pas exercer son pouvoir discrétionnaire d'accorder les recours demandés, avait été raisonnable – La Cour juge également raisonnable la conclusion de la Commission, soit qu'il n'y avait pas eu vente d'une entreprise à un moment où à un autre – Requête rejetée

**IUPAT; RE CADILLAC FAIRVIEW CORPORATION LTD., CF/REALTY HOLDINGS INC., ET AL;** OLRB File No. 1732-06-R (Court File No. 142/09); Dated December 4, 2009; Panel: Leitch, Dambrot and Swinton JJ. (4 pages)

---

Les décisions énumérées dans le présent bulletin seront publiées dans les *Reports* de la Commission des relations de travail de l'Ontario. On peut consulter la version préliminaire des *Reports* à la Bibliothèque des tribunaux du travail de l'Ontario, 7<sup>e</sup> étage, 505, avenue University, à Toronto.

## Procédures en instance

Intitulé et n° du dossier de la Cour	N° du dossier de la Commission	Stade de traitement de l'affaire
<b>K.A.S. Group of Companies</b> v. Metro Waste Paper Recovery Divisional Court No. 611/09	0723-08-R 1037-08-R	En cours
<b>Reliable Painters &amp; Decorators</b> Divisional Court No. 620/09	1443-09-R	En cours
<b>Riverside Mart &amp; Service</b> v. Bilal Jebahi Divisional Court No. 09-DC-1566 <b>Ottawa</b>	1598-09-ES	En cours
<b>Lennox Drum Limited</b> v. Joseph Ah-hone Divisional Court No. 465/09	0657-08-HS	En cours
<b>Pro Pipe Construction</b> v. Norfab Metal and Machine Divisional Court No. 408/09	2574-04-R	En cours
<b>IBEW</b> v. Ellis Don Divisional Court No. 437/09	2836-08-G	En cours
<b>Blue Mountain Resorts</b> v. Ontario Ministry of Labour Divisional Court No. 373/09	1048-07-HS 0255-08-HS	En cours
<b>Julie Desgrosseillers</b> v. North Bay General Hospital Divisional Court No. DV-830-09 <b>SUDBURY</b>	0827-08-U	En cours
<b>National Waste Services</b> v. CAW-Canada Divisional Court No. 338/09	0939-07-R	Retirée le 15 décembre 2009
<b>Robert McLaughlin</b> v. Graphite Specialty Products, et al Divisional Court No. 09/191 <b>LONDON</b>	2221-07-OH	En cours
<b>Rainbow Concrete</b> v. International Union of Operating Engineers Divisional Court No. 332/09	0116-06-R	28 janvier 2010
<b>Roy Murad</b> v. Les Aliments Mia Foods Divisional Court No. 291/09	1999-07-ES	En cours
<b>Greater Essex County District School Board</b> v. IBEW, Local 773 et al Divisional Court No. 212/09	1776-04-R et al	En cours
<b>Donald Amodeo</b> v. Ontario Ministry of Labour Divisional Court No. 147/09	2837-07-U 2839-07-OH	15 mars 2010
<b>I.U.P.A.T. Local 1795 et al</b> , v. Cadillac Fairview Corporation et al Divisional Court No. 142/09	1732-06-R	Rejetée le 4 décembre 2009
<b>Dr. Peter A. Khaite</b> v. OLRB et al Divisional Court No. 79/09	0290-08-U; 0338-08-U	Rejetée – 8 juillet 2009; requête en autorisation d'en appeler à la C.A.
<b>Dr. Peter A. Khaite</b> v. OLRB et al Divisional Court No. 431/08	4045-06-U et al	En cours
<b>Comfort Hospitality Inc. o/a Days Inn</b> v. Director Employment Standards et al Divisional Court No. 344/08	2573-07-ES	En cours
<b>L.I.U.N.A.</b> v. Barclay Construction et al Divisional Court No. 310/08	0837-06-R	En cours
<b>Janet Kitson</b> v. OLRB et al	4205-02-U	En cours

<b>Intitulé et n° du dossier de la Cour</b>	<b>N° du dossier de la Commission</b>	<b>Stade de traitement de l'affaire</b>
Divisional Court No. 492/06		